



Écho de la colline

Journal numérique du Forum étudiant

Commission parlementaire sur le projet de loi 2 : tirailé entre environnement et économie

Publié à 15 h 00, 2026-01-14



Angel Desmarais

Étudiant du CÉGEP Édouard Montpetit

Me Thibaudault permet d'aiguiser les questionnements juridiques face au Projet de loi 2

Lors de la première séance parlementaire sur le projet de loi 2, deux personnes en matière d'environnement et de gestion de l'eau étaient présentes. Premièrement, Me Thibaudault, avocat en droit de l'environnement, s'est prononcé en matière juridique sur le projet de loi des redevances de l'eau. La nature plus juridique de ses commentaires a permis d'éclairer les implications et certains questionnements qu'avaient les ministres et députés. Les trois piliers importants de l'encadrement juridique du prélèvement d'eau étaient une partie importante de l'explication que l'avocat a amenée : le régime d'autorisation gouvernementale, la déclaration de prélèvement de l'eau et les redevances de l'utilisation de l'eau, ce que tente de modifier le projet de loi 2. Il a aussi été émis que l'intégration d'un régime de permis était à des fins de cohérence avec les terminologies préexistantes. La modification du Fonds bleu, provenant en partie des prélèvements d'eau, était favorable selon lui à vivre une modification.

Eau Secours, à la rescousse de la compréhension du Projet de loi

Pour la deuxième personne invitée, c'est madame Rebecca Pétrin, directrice d'Eau Secours, un organisme environnemental à but non lucratif qui a pour but de promouvoir la défense et la gestion saine de l'eau. Madame Pétrin a commenté la philosophie même du projet de loi, commentant sur la préexistence de règlements sur la redevance de l'eau, contestant la pertinence de ce dernier. Une autre problématique ciblée fut en rapport avec la cible de l'eau en bouteille, mettant de l'avant que le retrait des bouteilles ne ferait qu'empirer les utilisations du plastique en mettant de l'avant des boissons sucrées. Selon elle, le problème de la réduction du plastique doit être vu dans son ensemble et non séparé.

Questions

Certaines précisions furent amenées lors des questions posées par les parlementaires. Or, à certaines reprises, les experts semblaient avoir de la difficulté à émettre des réponses avec les informations obtenues préalablement. Tous les partis ont tenté de mieux comprendre les motivations des autres, laissant présager une séance de questions parlementaires éclairée. La question se pose : est-ce que les partis priorisent l'environnement ou bien l'économie ?